

Le budget—L'hon. John N. Turner
 RECETTES ET DEPENSES
 DU GOUVERNEMENT DU CANADA
 D'APRÈS LES COMPTES NATIONAUX

	1973-1974 Chiffres réels	1974-1975 Prévi- sions ¹	1975-1976 Prévi- sions ¹
(Millions de dollars)			
Recettes			
Impôts directs, particuliers.....	11,028	14,075	15,900
Impôts directs, sociétés.....	3,627	5,175	5,600
Impôts directs, non-résidents.....	322	350	375
Impôts indirects.....	6,485	8,325	8,600
Autres transferts courants des particu- liers.....	7	10	10
Revenus de placements.....	1,783	2,155	2,455
Provisions pour consommation de capital.....	316	360	410
Recettes totales.....	23,568	30,450	33,350
Dépenses			
Biens et services courants.....	6,318	7,350	8,650
Transferts aux particuliers.....	7,467	9,300	10,925
Subventions.....	1,005	2,600	2,625
Subventions d'équipement.....	178	225	350
Transferts courants aux non-rési- dents.....	336	400	475
Service de la dette publique.....	2,547	3,050	3,525
Transferts aux provinces.....	4,954	6,150	7,025
Transferts aux administrations locales.....	123	150	175
Formation brute de capital.....	798	950	1,150
Dépenses totales.....	23,726	30,175	34,900
Excédent (+) ou déficit (-).....	-158	275	-1,550

¹Les chiffres figurant à ces colonnes doivent être interprétés comme représentant le milieu de la fourchette des estimations.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le président, j'aimerais maintenant résumer les problèmes qui nous attendent et les solutions que nous proposons.

La principale menace qui plane sur la croissance de la production et de l'emploi chez nous vient de l'étranger. L'économie mondiale est dans un état précaire: l'inflation la rouge et la récession, la guette. Si l'on n'arrive pas à résoudre le problème des déficits de paiements sans précédent au chapitre du pétrole et que certains gouvernements ne parviennent pas à appliquer les politiques requisés, l'économie mondiale risque de traverser une passe extrêmement dangereuse.

Depuis un an environ, notre économie s'est beaucoup mieux comportée que celle de la plupart de nos partenaires commerciaux, et il est raisonnable d'espérer qu'avec un peu de chance et une saine gestion économique, elle continuera dans cette voie. Étant donné, cependant, notre forte dépendance à l'égard du commerce extérieur ainsi que nos liens étroits avec le reste du monde sur le plan financier et des investissements, nous ne sortirions pas indemnes d'une détérioration supplémentaire de la situation internationale. Depuis des années et aujourd'hui encore, le premier moyen de défense du Canada, sur le plan économique, demeure la coopération internationale.

Il faudra faire appel à toute la sagesse, à tout le courage et à toute l'énergie dont l'homme est capable pour mettre en œuvre des actions coopératives sans pareilles, pour mettre de côté les égoïsmes nationaux et pour répondre avec générosité aux besoins des nations faibles. Mais il nous faudra le faire si nous voulons franchir indemnes le cap des quelques prochaines années. Laissez-moi vous assurer que, par des initiatives concrètes, des conseils pertinents, des interventions opportunes ou par les dons que nos moyens nous permettront, nous ferons tout notre possible pour aider à surmonter les dangers qui nous menacent.

Nous ne négligerons pas pour autant nos problèmes

intérieurs. Un taux d'inflation supérieur à 10 p. cent, quelle qu'en soit l'origine ou la nature et même si notre situation est bien meilleure que celle des autres, est tout simplement inacceptable au gouvernement. Il en va de même du ralentissement croissant de nos industries et de la hausse du chômage qui menace nos travailleurs. Nous ne chercherons pas à enrayer l'inflation en favorisant délibérément le sous-emploi, pas plus que nous n'aurons les forces inflationnistes en stimulant l'économie de façon excessive. Il nous faudra user de prudence.

C'est ce que j'ai essayé de faire dans ce budget.

Dans la conjoncture actuelle, il faut freiner les dépenses de l'État afin de ne pas exiger encore plus des ressources existantes. Mais, ce faisant, nous devons continuer de répondre aux besoins des moins favorisés et d'améliorer l'offre des services et des biens essentiels que le gouvernement est censé assurer. Les dépenses publiques pour l'année à venir sont établies de façon à augmenter beaucoup plus lentement que ces dernières années.

Notre régime fiscal, ainsi que d'autres mesures, encouragent le secteur privé à maintenir un bon niveau d'activité et à trouver de nouveaux moyens d'augmenter l'offre de biens et de services à l'avenir. Sans cela, les prix ne sauraient baisser de façon durable, j'en suis plus convaincu que jamais. C'est dans cette optique qu'ont été conçues les mesures fiscales annoncées ce soir au sujet du logement, des ressources et des industries de fabrication et de transformation.

Nous avons agi directement sur les prix, réduit la taxe fédérale sur les matériaux de construction et le matériel de transport, et complété les mesures proposées en mai pour faire baisser le prix des biens qui jouent un grand rôle dans le coût de la vie ou la réalisation des investissements essentiels.

L'impôt sur le revenu des particuliers a encore été abaissé. Ajoutées à celles de mai dernier et aux réductions automatiques découlant de l'indexation, ces mesures augmenteront le salaire net des Canadiens, favoriseront le maintien du niveau de production et, j'ose le croire, atténueront les exigences des syndiqués.

Les mesures spéciales visant à aider les Canadiens qui tirent un revenu modeste d'une pension ou de placements constituent une nouvelle étape dans une politique qui est mienne depuis que je suis ministre des Finances, et qui vise à protéger les Canadiens les moins aptes à se défendre contre les effets néfastes de l'inflation.

Nous poursuivons un double but: freiner l'inflation et promouvoir une saine croissance de la production et de l'emploi. Voilà des objectifs que tous les Canadiens approuveront mais qui, aujourd'hui, ne peuvent être atteints séparément. L'inflation est l'ennemi d'une bonne tenue durable de l'économie. Aussi poursuivrons-nous nos efforts avec vigueur et persévérance afin d'obtenir le consensus de la nation—non par des décrets mais par la consultation—sur les mesures à prendre pour enrayer l'inflation. Ce ne sera pas facile, je le sais. J'ai cependant confiance dans le peuple canadien et dans son sens de la justice et du franc jeu. Je suis convaincu qu'en voyant que chacun y met du sien—au lieu de profiter à nos dépens—nous voudrions tous participer sans réserve à l'effort national.

J'ai toujours été franc avec les Canadiens. Je n'ai pas essayé de minimiser l'importance des défis que nous devons relever. Je n'ai pas dit que, quoi qu'il arrive à l'étranger, le succès était assuré. Je n'ai pas essayé non plus de semer la panique dans les esprits, car je suis certain que nous pouvons surmonter nos difficultés en travaillant de concert, tant au Canada que sur le plan international.

Il se peut que la situation évolue. Dans ce cas, je n'hésiterai pas à recommander un changement d'orientation.